



Code postal
60 140
Téléphone
03.44.73.02.39
Télécopie
03.44.69.26.46
e-mail
mogneville.mairie@wanadoo.fr

Mairie de MOGNEVILLE
DEPARTEMENT DE L'OISE
CANTON de LIANCOURT

SEANCE DU 05 AVRIL 2022

Etaient présents :

Les Membres du bureau Municipal,

Mr DELAHOCHÉ Michel, Maire
Mme MARTEL Véronique, adjointe
Mr MAGUET Jean-François, Adjoint
Mme REMOISSONNET Christelle, Adjointe

Les Conseillers Municipaux,

M. BONNEAUD Thierry, Conseiller
Mme LEFEVRE Josiane, Conseillère
M. PECKSTADT Jean-Claude, Conseiller
Mr PILLON Claude, Conseiller
Mme VEG PORQUEZ Josseline, Conseillère
Mme DUPRE Pascale, Conseillère
Mr TEULADE Nicolas, conseiller
Mme LEGALL Maryline, conseillère
Mr MOREL Maurice, conseiller

Absents excusés :

Mme MAGUET Isabelle, conseillère (pouvoir à Mr MAGUET)
Mr CHEVET Bruno, conseiller (pouvoir à Mme MARTEL)
Mme JOUOT Muriel, conseillère (pouvoir à Mr DELAHOCHÉ)
Mme BACHEVILLIERS Audrey, adjointe (pouvoir à Mr DELAHOCHÉ)
Mr MICHEL Philippe, conseiller (pouvoir à Mr BONNEAUD)

Absent excusés :

Mr HERCELIN Pierre, Adjoint

Secrétaire de séance :

Mme LEFEVRE Josiane
est élue Secrétaire de séance.

Dates Légales :

Date de convocation : 29 Mars 2022
Date d'affichage : 29 Mars 2022

Nombre de Conseillers :

EN EXERCICE	19
PRESENTS	13
VOTANTS	18

L'an deux mil vingt-deux, le 05 Avril, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur DELAHOCHÉ Michel, Maire

ORDRE DU JOUR :

- ❖ COMPTE ADMINISTRATIF 2021
- ❖ COMPTE DE GESTION 2021
- ❖ AFFECTATION DES RESULTATS 2021
- ❖ TAUX D'IMPOSITION 2022
- ❖ SUBVENTIONS ASSOCIATIONS 2022
- ❖ COTISATIONS SYNDICATS INTERCOMMUNAUX 2022
- ❖ BUDGET 2022
- ❖ TABLEAU DES EFFECTIFS 2022
- ❖ FRAIS SCOLARITE 2022
- ❖ AVENANT CONVENTION URBANISME CCLVD
- ❖ MANDAT CDG60 APPEL A CONCURRENCE PREVOYANCE SANTE AGENTS COMMUNAUX

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE SEANCE DU 22 FEVRIER 2022

Chacun des membres de l'assemblée ayant été destinataire du compte rendu du conseil municipal du 22 Février 2022, Mr DELAHOUCHE sollicite les observations.

Aucune remarque n'étant formulée, le conseil municipal adopte à l'unanimité et sans réserve le compte rendu de séance du 22 Février 2022.

06 - COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Vu Le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu La délibération du conseil municipal approuvant le budget primitif 2021 ainsi que les décisions modificatives 2021 ;

Mr le Maire laisse la présidence du conseil au doyen d'âge et sort de la salle pour passer au vote du Compte Administratif 2021

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter le Compte Administratif de l'exercice 2021 tel que suivi par le secrétariat, arrêté comme suit :

	Dépenses	Recettes	Solde
Fonctionnement	959 836.74 €	1 346 586.75 €	+386 750.01 €
Investissement	291 344.63 €	829 388.83 €	+538 044.20 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

07 - COMPTE DE GESTION 2021

Vu Le Code Général des collectivités territoriales ;

L'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2021 a été réalisée par Mr PONT et le compte de gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Administratif de la Commune (point 1 de l'ordre du jour)

Considérant l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif 2021 tel que suivi par le secrétariat et du Compte de Gestion 2021 tel que suivi par le Receveur de Liancourt,

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter le Compte de Gestion 2021 et dont les écritures sont conformes à celles du Compte Administratif pour le même exercice, arrêté comme suit :

	Dépenses	Recettes	Solde
Fonctionnement	959 836.74 €	1 346 586.75 €	+386 750.01 €
Investissement	291 344.63 €	829 388.83 €	+538 044.20 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

08 - AFFECTATION DES RESULTATS 2021

En application des dispositions de l'instruction M14, il appartient au Conseil Municipal qui vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021, en adoptant le compte administratif 2021 (point 1 de l'ordre du jour) et le compte de gestion 2021 (point 2 de l'ordre du jour) de décider par délibération de l'affectation des résultats de l'exercice 2021.

1) Mr le Maire résume les résultats définitifs 2021 comme suit :

LIBELLÉ	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		563 056.80 €	- 736 737.61 €		-736 737.61 €	563 056.80 €
Opération de l'exercice	- 959 836.74 €	1 346 586.75 €	- 291 344.63 €	829 388.83 €	- 1 251 181.37 €	2 175 975.58 €
Totaux	- 959 836.74 €	1 909 643.55 €	- 1 028 082.24 €	829 388.83 €	- 1 987 918.98 €	2 739 032.38 €
Résultat de clôture		949 806.21 €	- 198 693.41 €			751 113.40 €

Commentaires		
Restes à réaliser Recettes d'investissement report 2021	321 534.00 €	Reprise INVESTISSEMENT R.1321+1323 Subvention DETR=81 194€+Subvention CD=240 340€
Restes à réaliser Dépenses d'investissement report 2021	- 26 540.00 €	Reprise INVESTISSEMENT D.2158 RUE PAUL FAURE=26000€+SALLE DES SPORTS=540€
Excédent d'investissement sur réalisé 2021	+ 96 300.59 €	
Besoin total de financement pour investissement	0.00 €	A affecter EN INVESTISSEMENT R.1068
Excédent de financement 2021	949 806.21 €	A affecter EN FONCTIONNEMENT R.002

Pour information, le résultat total au 31/12/21 est de 751 113.40 €, en 2020 de 424 867.80€, en 2019 de 677 900.32€, en 2018 de 459 730.56€, en 2017 de 172 237.38€, en 2016 de 392 835.03€, en 2015 de 362 890.68€, en 2014 de 188 474.41€ et en 2013 de 76 520.92€.

2) Considérant l'excédent de fonctionnement définitif à reprendre au budget de l'exercice 2022, Mr le Maire propose d'affecter la somme de 949 806.81 € comme suit :

au compte 1068 en recettes d'investissement +0.00 € (excédent de fonctionnement capitalisé) vu les besoins de financement en investissement négatif à 96 300.59 €,

et au compte 002 en recettes de fonctionnement +949 806.81 € (excédent de fonctionnement).

3) Mr le Maire assure la sincérité des restes à réaliser 2021 (en recettes +321 534 € et en dépenses -26 540€)

4) Mr le Maire demande d'arrêter les résultats définitifs de l'exercice 2021 tels que résumés ci-dessus

5) Mr le Maire demande de voter l'affectation des résultats définitifs de l'exercice 2021

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

09 - TAUX D'IMPOSITION 2022

Le projet de budget ci-joint étant équilibré, je vous propose de maintenir des taux d'imposition des taxes directes locales de 2021 pour 2022.

Depuis 2021, dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale, la commune ne perçoit plus la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Cette perte est compensée par l'attribution des parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

La sur ou sous-compensation est neutralisée chaque année par l'application d'un coefficient correcteur au produit de TFPB. Cette compensation se traduit par l'addition du taux du département de 21.54% au taux communal de 27.07% soit un total de 48.61% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Mr le Maire propose de voter les taux suivants correspondant à notre projet de budget 2022 :

	2011	2012 à 2017	2018	2019 à 2020	2021	2022
Taxe foncière (bâti)	24.48%	38,52%	32,79%	27,07%	48.61%	48.61%
Taxe foncière (non bâti)	68.33%	107,52%	107,52%	107.52%	107.52%	107.52%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

10 - SUBVENTIONS ASSOCIATIONS 2022

Avant de passer au vote du budget, le Conseil Municipal doit délibérer sur la liste des subventions à verser aux associations.

Mr le Maire propose d'en débattre, ou le cas échéant, de valider la liste en l'état et de l'inscrire dans le budget comme suit :

Article 6574 : Subvention aux associations : 2 150 €

Article 657362 : Subvention au CCAS 10 000 €

Mr le Maire demande de bien vouloir délibérer sur cette liste de propositions de subventions.

Associations communales

	Rappel 2021	Proposé 2022
Le Comité des Fêtes de Mogneville	1000 €	1 000 €
Les Amis des Arts (prix de la commune lors du vernissage)	150 €	150 €
Gymnastique Féminine volontaire	150 €	150 €
Groupe de Gospel LIMYE'A	150 €	150 €
Activ'vie Séniors (atelier loisir-mémoire-équilibre)	300 €	300 €
TOTAL	1 750 €	1 750 €

Œuvres communales

	Rappel 2021	Proposé 2022
Coopérative Scolaire	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €

Œuvres Intercommunales

	Rappel 2021	Proposé 2022
Pompiers de Liancourt	250 €	250 €
Anciens Combattants	150 €	150 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

11 - COTISATIONS 2022 SYNDICATS INTERCOMMUNAUX

Nous sommes adhérents à plusieurs syndicats intercommunaux pour lesquels nous payons une cotisation annuelle.

Monsieur le Maire demande de valider la liste en l'état et de l'inscrire au budget 2022 comme suit au compte "65541" :

- Communauté de Communes du Liancourtois "la vallée Dorée"
pour le R.A.M.(Relais Assistantes Maternelles) 1 700 euros

- Communauté de Communes du Liancourtois "la vallée Dorée"
pour le plan de désherbage 1 300 euros

Soit un total de 3 000 euros

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

12 - BUDGET 2022

Le BUDGET PRIMITIF 2022 totalise un montant de 4 153 768.02€.

Il a été établi avec la volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement, tout en faisant des investissements et en continuant d'assurer un bon fonctionnement sans recourir à un nouvel emprunt.

Il répond aux exigences de la réglementation en vigueur concernant les instructions comptables et budgétaires de la M14.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de débattre sur la proposition du budget primitif ci-joint, et de bien vouloir la voter, par section et par chapitre, et le cas échéant, de la valider en l'état.

Cette dernière s'équilibre de la manière suivante :

A LA SECTION DE FONCTIONNEMENT pour un montant de 2 246 142.61 € DEPENSES

011	Charges à caractère général	309 300.00 €
012	Charges du Personnel	541 000.00 €

014	Atténuation de produits	83 441.00 €
65	Autres charges de gestion courantes	96 000.00 €
66	Charges financières	11 142.00 €
67	Charges exceptionnelles	500.00 €
022	Dépenses imprévues	46 793.20 €
023	Virement à la section d'investissement	1 154 284.88 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 681.53 €
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 246 142.61 €

RECETTES

013	Atténuations de charges	22 000.00 €
70	Produits des services domaine ventes diverses	57 100.00 €
73	Impôts et taxes	806 225.00 €
74	Dotations, subventions et participations	373 510.80 €
75	Autres produits de gestion courante	37 500.00 €
002	Excédent antérieurs reportés	949 806.81 €
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2 246 142.61 €

A LA SECTION D'INVESTISSEMENT pour un montant de 1 907 625.41 €

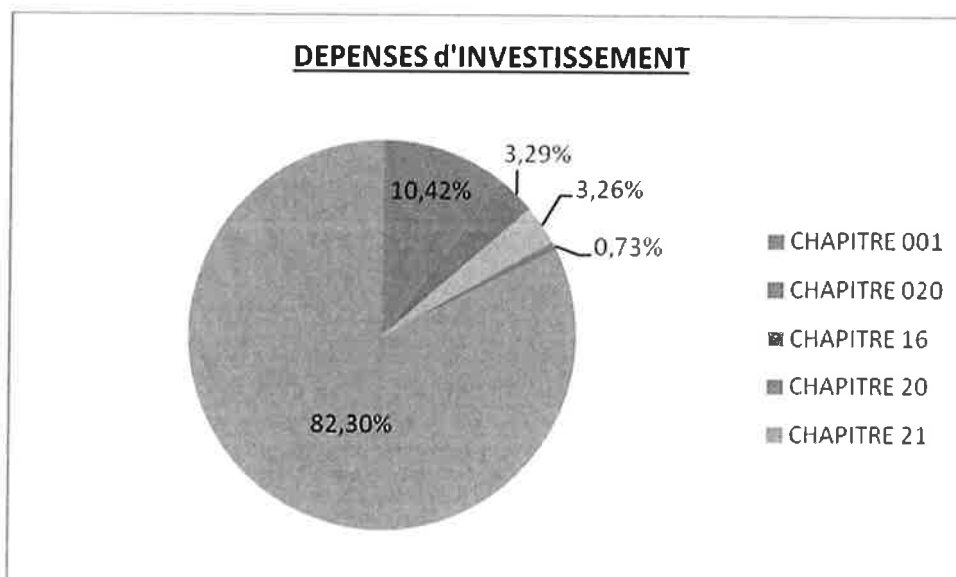
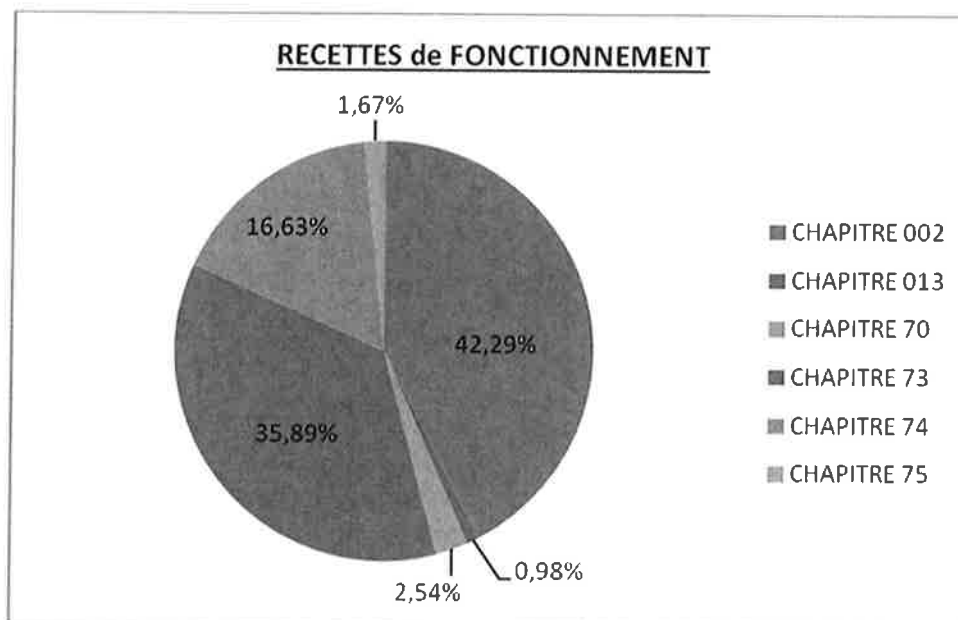
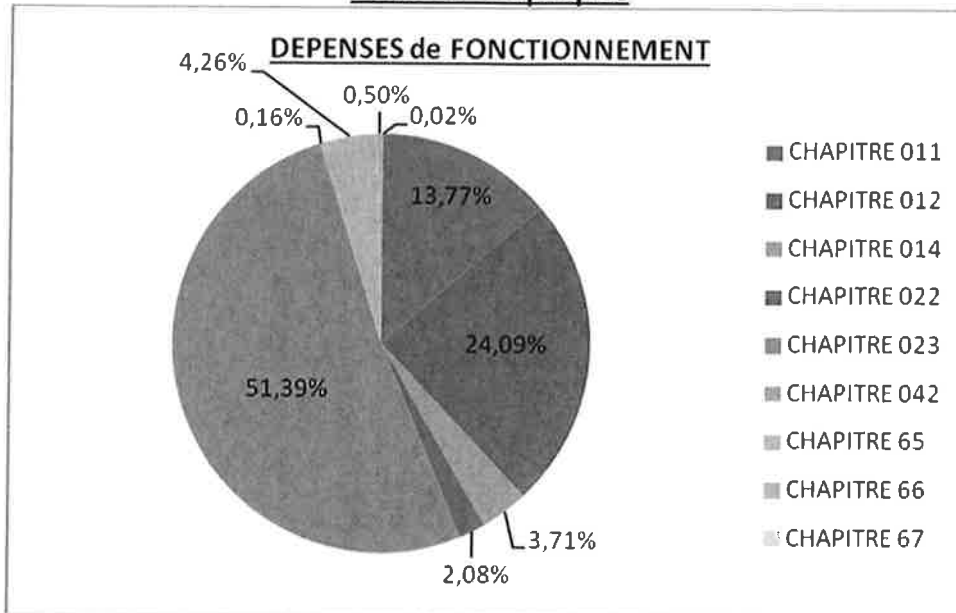
DEPENSES

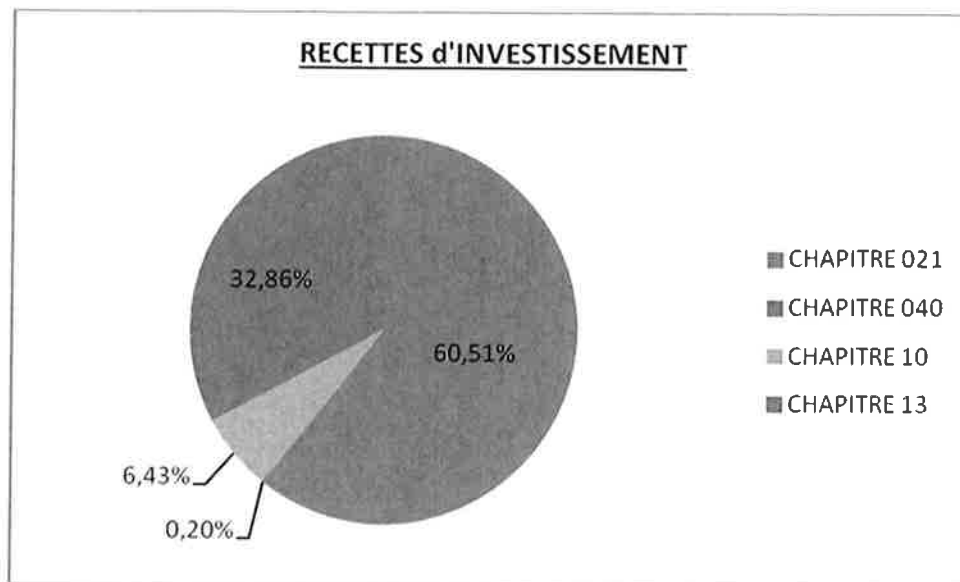
16	Emprunts et dettes assimilées	62 257.00 €
20	Immobilisations incorporelles	14 000.00 €
21	Immobilisations corporelles	1 569 950.00 €
020	Dépenses imprévues	62 725.00 €
001	Solde d'exécution d'investissement reporté	198 693.41 €
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 907 625.41 €

RECETTES

10	Dotations, Fonds divers et réserves	122 725.00 €
13	Subventions investissements	626 934.00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 681.53 €
021	Virement de la section de fonctionnement	1 154 284.88 €
	RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 907 625.41 €

Données Graphiques





Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

13 - TABLEAU DES EFFECTIFS 2022

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emploi et organisant les grades s'y rapportant pris pour l'application de l'article 4 s'y rapportant,

Vu le décret n° 2006-1687 du 22 décembre 2006 portant modification du décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C

Vu le budget communal,

Considérant les besoins de la collectivité et la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs de la collectivité,

Sur le rapport présenté et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

- fixe le tableau des emplois tel que présenté
- confirme la création des postes correspondants
- précise que les postes sont ouverts aux agents titulaires et non titulaires

CADRES OU EMPLOIS	CATEGORIE	EFFECTIF	DUREE HEBDOMADAIRE
FILIERE ADMINISTRATIVE			
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	1	35H
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C3	1	35H
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	C2	1	22H
FILIERE TECHNIQUE			
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C1	4	35H=1POSTE 12H=1POSTE 11H=1POSTE (CDD) 23H=1POSTE (stagiaire)
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL 2EME CLASSE	C2	5	35H
ADJOINT TERRITORIAL D'ANIMATION	C1	3	35H=1POSTE 35H=1POSTE 35H=1POSTE (CDD)

ADJOINT TERRITORIAL D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME CLASSE	C2	1	35H
TOTAL		16	

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

14 - FRAIS SCOLARITE 2022

1) Enfants de Mogneville scolarisés à l'extérieur

Certains enfants de Mogneville sont scolarisés dans des écoles de communes extérieures. Ces communes nous réclament en contrepartie de participer financièrement aux frais de financement pour ces enfants.

Pour 2021/2022 sont concernés :

- CHANTILLY 510.00 euros par enfant (1 enfant concerné)

2) Enfants extérieurs scolarisés à Mogneville

Par ailleurs il en est de même pour les enfants de communes extérieures qui sont scolarisés à Mogneville. Le tarif voté en date du 07/02/2011 était de 750 euros par enfant, Mr le maire propose de maintenir ce tarif.

Aucun enfant n'est concerné pour l'année 2021/2022.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

15 - AVENANT CONVENTION URBANISME CCLVD

La dématérialisation mise en place au 01/01/2022 des demandes d'autorisation d'urbanisme entraine une modification de la convention initiale signée avec la communauté de communes de Liancourt en 2015.

Mr le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cet avenant.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.
(1 abstention Mr BONNEAUD)**

16 - MANDAT AU CDG60 APPELS PUBLICS A CONCURRENCE PREVOYANCE/SANTE DES AGENTS COMMUNAUX

Les employeurs publics territoriaux pouvaient participer, depuis 2012, à l'acquisition de garanties de la protection sociale complémentaire (PSC), au bénéfice de leurs agents, que sont:

- **L'assurance « mutuelle santé »**, pour financer les frais de soins en complément de l'Assurance maladie (voir notice ci-jointe),
- **L'assurance « prévoyance - maintien de salaire »**, pour :
 - Compenser la perte de salaire en cas de placement en congés pour raison de santé suite à accident ou maladie, et en cas d'admission en retraite pour invalidité
 - Verser un capital décès aux bénéficiaires des agents décédés, ou à l'agent en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

A partir du 1^{er} janvier 2025 (volet Prévoyance) et du 1^{er} janvier 2026 (volet Santé) **cette participation de l'employeur va devenir obligatoire.**

Pour accompagner les collectivités et établissements dans ces démarches complexes, le Centre de Gestion - conformément à l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique - **va organiser une consultation groupée pour les employeurs qui le souhaitent.** Cette consultation est ouverte à toutes les collectivités et établissements qui le souhaitent y compris celles et ceux qui disposent déjà d'une solution Santé et/ou Prévoyance.

Il vous suffit pour cela, dès à présent devant l'assemblée délibérante de donner mandat au Centre de Gestion pour négocier au mieux ces couvertures santé et prévoyance.

Ce mandat vous permettra de bénéficier de ces contrats le moment voulu mais sans vous créer d'obligation. A l'issue de la consultation, vous resterez libre de souscrire ou non à l'une des deux garanties ou encore aux deux.

Mr le Maire demande au conseil municipal de l'autoriser à donner mandat au CDG60 pour participer à la consultation groupée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte ce point à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 21h20.